



ANALYSE DES BESOINS, DES RESSOURCES ET DE LA DISPOSITION À AGIR EN MATIÈRE DE PRÉVENTION DE LA MALTRAITANCE DES ENFANTS

RODRIGUE, C., CHAREST, E., GAGNÉ, M.-H., GOULET, J., LANOUE, S., & DRAPEAU, S.

Université Laval, Québec

Introduction

Lors de la planification de l'implantation d'un programme de prévention, il importe de réaliser une évaluation des besoins et des ressources locales sur les territoires qui seront investis (Massé, 2009), ainsi qu'une évaluation de la disposition des communautés à agir. Ce type d'évaluation est un type de recherche évaluative (Rossi, Freeman & Lipsey, 1999) qui s'inscrit dans un devis de recherche-action participative (Taylor et al., 2004) puisqu'il repose sur la participation d'informateurs-clés (Lescarbeau, 2010; Massé, 2009) et de partenaires (Taylor et al., 2004), et valorise ainsi une relation égalitaire entre chercheurs et partenaires.

Objectifs

Objectif principal:

- Analyser le potentiel d'implantation du système d'intervention *Triple P* au Québec.

Sous-objectifs:

- Analyser les besoins et les ressources en matière de prévention de la maltraitance sur le territoire des CLSC Orléans et de la Jacques-Cartier.
- Déterminer la connaissance qu'ont les gestionnaires et les intervenant-e-s du réseau de la santé et des services sociaux, du milieu communautaire et des services de garde quant aux différents programmes de prévention déjà implantés dans leur communauté.
- Documenter la nature et la profondeur de la collaboration actuelle et souhaitée entre ces organisations.

Méthode

Participants:

- Au total, **28** gestionnaires et **103** intervenant-e-s ont participé à l'étude.
- Les participant-e-s proviennent de **16** organisations différentes:
 - CSSS de Québec-Nord
 - Centre jeunesse de Québec-Institut universitaire
 - Six organismes communautaires
 - Huit services de garde
- 74 (56,7%)** répondant-e-s oeuvrent sur le territoire du CLSC Orléans alors que **58 (44,3%)** travaillent sur le territoire du CLSC de la Jacques-Cartier

Instrument:

Le *Questionnaire sur les besoins et les ressources de la communauté* a été utilisé pour cet étude. La version pour les intervenants contient l'Échelle Montréalaise de collaboration (Cormier & Bouchard, 1998) et celle pour les gestionnaires contient l'*Integration of Human Services Measure* (Browne & coll., 2004). Ils contiennent des questions du *Readiness Assessment for the Prevention of Child Maltreatment*, des questions sur les données sociodémographiques, et d'autres questions des questions sur l'utilisation de divers programmes structurés de soutien à la parentalité ou de prévention de la maltraitance sur leur territoire.

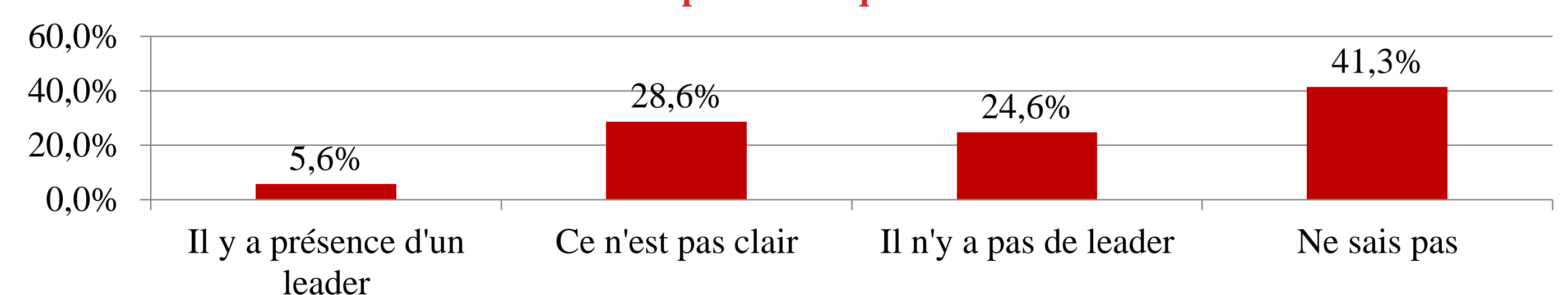
Constats

- Les résultats indiquent que selon la majorité des répondants (**31,7%**), la prévention de la maltraitance envers les enfants constitue une priorité élevée sur leur territoire, comparativement à d'autres problèmes socio-sanitaires. Malgré tout, plus du quart des répondants (**26,2%**) ne savent pas à quel point la prévention de la maltraitance constitue une priorité sur leur territoire.
- La clientèle des enfants 0-5 ans et leurs parents est bien desservie, notamment par le programme des *Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance* (SIPPE). Cependant, ces services et programmes sont peu connus:
 - En moyenne, **38%** des répondants ne savent pas que les programmes des SIPPE sont implantés sur leur territoire, même si ceux-ci sont bien implantés.
- Les programmes de soutien à la parentalité à données probantes sont peu connus et ne semblent pas offerts sur les territoires étudiés.
 - Les programmes comme *Ces Années Incroyables*, le *Programme d'aide personnelle familiale et communautaire* ou *Triple P* sont peu connus et ne semblent pas offerts (**respectivement 0%, 6,3% et 2,4% des répondants connaissent ces programmes**).

4. Les résultats indiquent des besoins d'information, d'expertise et de leadership en matière de prévention de la maltraitance.

- La plupart des répondants ont une idée vague des caractéristiques organisationnelles et communautaires pouvant soutenir les initiatives de prévention de la maltraitance dans leur territoire.
 - Seulement **3%** des répondants jugent que le nombre de professionnels spécialisés en prévention de la maltraitance est adéquat pour soutenir l'implantation de programmes de prévention à l'échelle du territoire
 - Le nombre de de répondants qui jugent ce nombre inadéquat ou qui ne savent pas s'il est suffisant s'élève à **86%**
- Les résultats suggèrent qu'il n'y a pas vraiment de leader affirmé en prévention de la maltraitance sur les territoires. Ce leadership n'est pas perçu par la majorité des répondants (Figure 1):
 - ils ne savent pas quelle(s) organisation(s) ont le mandat ou la mission de prévenir la maltraitance
 - ils ne connaissent pas de leader(s) politique(s) ou de décideur(s) qui expriment un engagement fort vis-à-vis de la prévention de la maltraitance

Figure 1 Connaissance des leaders politiques ou décideurs engagés vis-à-vis la problématique



5. Les répondants souhaitent une plus grande collaboration entre intervenants et organismes du secteur famille-enfance-jeunesse.
- Les intervenants jugent favorablement le climat de collaboration avec leurs collègues de divers organismes.
 - Les gestionnaires souhaitent une plus grande collaboration inter-organismes. Les partenaires avec qui les répondant-e-s souhaitent faire davantage que simplement échanger de l'information sont: le CSSS / CLSC, les services de garde, les écoles primaires, certains organismes communautaires et le CJQ-IU

Conclusions

- Un programme à données probantes de soutien à la parentalité, tel que *Triple P*, viendrait combler divers besoins car:
 - Il n'existe rien de semblable actuellement sur les deux territoires étudiés
 - Il contribuerait au développement de l'expertise en prévention de la maltraitance, expertise jugée insuffisante par les répondant-e-s
 - Il favoriserait la collaboration entre les acteurs du secteur enfance-famille-jeunesse par l'intégration des services que le système d'intervention en gradins de *Triple P* provoque
- Ces résultats appellent à mettre en place des mécanismes de communication efficaces afin de favoriser la connaissance qu'ont les acteurs famille-enfance-jeunesse des différents services et programmes offerts aux parents dans leur communauté.
- D'autres études seront réalisées au sein d'autres territoires de CLSC, notamment afin de vérifier si les conclusions tirées de cette recherche peuvent s'appliquer à d'autres communautés.

Références

- Browne, G., Roberts, J., Gafni, A., Byrne, C., Kertyzia, J., et Loney, P. (2004). Conceptualizing and validating the Human Services Integration Measure. *International Journal of Integrated Care*, 4, 1-12.
- Cormier, N., et Bouchard, C. (1998). *Échelle montréalaise de collaboration (EMC)*. Document inédit. Montréal: Laboratoire de recherche en écologie humaine et sociale, Université du Québec à Montréal.
- Massé, L. (2009). L'évaluation des besoins: un outil pour la planification. Dans M. Alain et D. Dessureault (dir.), *Élaborer et évaluer les programmes d'intervention psychosociale* (pp. 73-100). Montréal: Les Presses de l'Université du Québec.
- Taylor, R. R., Jason, L. A., Keys, C. B., Suarez-Balcazar, Y., Davis, M. I., Durlak, J. A., et Holtz Isenberg, D. (2004). Introduction: Capturing theory and methodology in participatory research. Dans L. A. Jason, C. B. Keys, Y. Suarez-Balcazar, R. R. Taylor et M. I. Davis (dir.), *Participatory community research. Theories and methods in action*. (pp. 3-14). Washington, DC: American Psychological Association.

www.chaire-maltraitance.ulaval.ca